



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 15 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 8 avril 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme QUERAL, Mme LANDAIS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme HOLGADO à Mme SARRAUTE, M. GABARD à M. RIMARK

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

### 8 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS - DEPOT DES LISTES

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

La ville de Blaye a délégué un certain nombre de services publics.

Il s'agit des délégations de service public suivantes :

- la gestion et l'exploitation du cinéma municipal de la commune de BLAYE
- la gestion du service de la fourrière automobile
- l'exploitation du service de l'eau potable
- l'exploitation du service d'assainissement.

A celles-ci-dessus déjà attribuées, s'ajoute la délégation relative à la construction, l'exploitation et la gestion d'une aire d'accueil et de services pour camping car dont la procédure est en cours. Nous sommes actuellement dans la période de négociation avant un débat en séance de conseil municipal pour attribution.

Afin d'assurer le suivi de ces contrats, il s'avère nécessaire de composer, conformément à l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), une commission composée, lorsqu'il s'agit d'une commune de 3 500 habitants et plus, par le maire ou son représentant, président, et par cinq membres de conseil municipal élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence siègent également à la commission avec voix consultative.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Il est proposé au Conseil municipal d'élire les membres de la commission de délégation de service public.

Selon l'article D1411-3 du CGCT, les membres titulaires et suppléants sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Selon l'Article D1411-4 du CGCT, les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.  
En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Selon l'article D1411-5 du CGCT, « l'assemblée délibérante locale fixe les conditions de dépôt des listes ».

Il est donc proposé au conseil municipal de définir les conditions de dépôt des listes suivantes : chaque liste en vue de la désignation des membres de la commission devra être déposée 3 jours ouvrables au plus tard, à midi, avant la séance du conseil municipal dont l'ordre du jour comportera cette désignation, et que ces listes seront communiquées aux membres du conseil municipal avant ladite séance.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 18/04/14  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20140415-12453-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur FRANCIS RIMARK

